Changement du plan de traitement, suite...

peut pas comprendre les changements requis, il faut obtenir le consentement du mandataire qui est autorisé à donner ou à refuser le consentement au nom de la cliente. L'article 4, alinéa 1 de la LCSS décrit la capacité comme suit :

Toute personne est capable à l'égard d'un traitement, de son admission à un établissement de soins ou d'un service d'aide personnelle si elle est apte à comprendre les renseignements pertinents à l'égard de la prise d'une décision concernant le traitement, l'admission ou le service d'aide personnelle, selon le cas, et apte à évaluer les conséquences raisonnablement prévisibles d'une décision ou de l'absence de décision.

Qui obtient le consentement ?

Si l'équipe propose un plan de traitement, n'importe quel membre de l'équipe peut obtenir le consentement à ce plan au nom de l'équipe. En ce qui concerne les éléments du consentement, le professionnel qui obtient le consentement doit être en mesure de décrire le traitement, de fournir des renseignements pertinents sur le traitement et ses solutions de rechange, et de répondre aux questions de la cliente ou du mandataire. Le professionnel qui recommande ou prescrit le traitement est souvent le mieux placé pour obtenir le consentement.

Sources de renseignements sur le consentement au traitement

Loi sur le consentement aux soins de santé : Directives pour les membres, (s.d.)- www.cdo.on.ca > Documentation > Publications > Guides et manuels.

Guide d'interprétation du Code de déontologie - www.cdo.on.ca > Documentation > Publications > questions professionnelles.

R. Steinecke et ODO : Consentement au traitement. *Manuel de jurisprudence pour les Dt.P. de l'Ontario*, chapitre 5, pp. 55-68.

R. Steinecke. Le cercle des soins et le consentement au traitement. résumé, hiver 2005, p. 9.

Lois

Les liens avec les lois citées ci-dessous se trouvent à www.cdo.on.ca > Documentation > Lois

La loi de l'Ontario sur le consentement aux soins de santé couvre le traitement, l'admission aux établissements de soins et aux services d'aide personnelle.

La loi sur la prise de décision au nom d'autrui se concentre sur le transfert de la prise de décision au moyen d'une procuration concernant les biens et les soins personnels.

La loi sur la protection des renseignements personnels sur la santé porte sur le consentement à la collecte, à l'utilisation et la divulgation de renseignements sur la santé.

Loi de 1991 sur les diététistes, Règlement sur la faute professionnelle (O. Reg. 680/93, as amended by O. Reg. 203/00 - en anglais seulement, voir traduction sur le site Web de l'ODO)

Diététiste un titre protégé

Nous désirons remercier les diététistes professionnelles qui nous ont signalé des personnes et des organismes qui utilisaient à tort le titre « diététiste » en Ontario. Voici un échantillon des cas examinés cette année.

Le Groupe Pages Jaunes

Nous avons relaté nos interventions auprès du Groupe PagesJaunes dans le numéro de résumé de l'hiver 2006. Comme promis, l'Ordre continue à travailler avec ce groupe pour faire en sorte que seuls les diététistes professionnels soient inscrits dans la rubrique « Diététistes » ou « Diététistes professionnels ». En septembre dernier, l'Ordre a effectué une recherche en ligne dans le site www.PagesJaunes.ca et a constaté qu'il existait encore de nombreuses inscriptions inappropriées dans ces rubriques. Après cette recherche, nous avons envoyé aux personnes concernées des lettres d'avertissement concernant la mauvaise utilisation du titre. Les résultats sont surprenants :

1. Après avoir reçu la lettre, une personne a démissionné de la clinique où elle travaillait à temps partiel et a pris sa retraite. Elle ne savait pas qu'elle avait besoin d'un certificat d'inscription de l'Ordre pour pouvoir exercer; elle pensait qu'il suffisait d'être membre des *Diététistes du Canada*. Une diététiste professionnelle sera embauchée pour combler son poste..

2. Durant notre enquête, nous avons découvert que la version imprimée du répertoire ne concorde pas exactement avec la version en ligne. Sur Internet, le moteur de recherche de PagesJaunes regroupe les catégories liées à la santé et à la nutrition, comme diététiste, diététiste professionnel, nutritionniste, nutritionniste professionnel, perte de poids, kinésiologie, centres de santé et de bien-être, centres de conditionnement physique, produits diététiques, etc. Par exemple, lorsque quelqu'un demande à être classé dans la rubrique « Nutritionnistes », le moteur de recherche peut automatiquement le lier à la rubrique « Diététistes » (également avec l'orthographe erronée en anglais « Dietician »). Résultat, en ligne, des listes apparaissent sous diverses rubriques que les clients ne recherchent pas dans la version imprimée. Beaucoup

de destinataires de la lettre de l'Ordre ne savaient pas que leur nom apparaissait dans les versions imprimée et en ligne du répertoire des Pages Jaunes. Ces personnes étaient surprises d'apprendre qu'elles figuraient parmi les diététistes sur Internet parce qu'elles ne l'avaient pas demandé et n'étaient pas inscrites dans cette rubrique dans la version imprimée.

Étant donné que chaque personne est responsable de ses annonces, l'Ordre a recommandé aux personnes qui

avaient été inscrites sans le savoir dans une rubrique inappropriée de déposer une plainte auprès de leur représentant des Pages Jaunes et de demander que leur nom soit retiré. Une entreprise inscrite à tort dans la rubrique « Diététistes » a pris des mesures et, par la suite, le nombre d'inscriptions inappropriés dans la rubrique en anglais, « Dietician

Ontario » a chuté de 29 à 3. Nous sommes confiants que ce chiffre chutera à « 0 » d'ici peu.

Annonces de nutritionnistes en tant que Dt.P.

L'Ordre a reçu une plainte d'une membre qui a signalé qu'une nutritionniste figurait dans la version imprimée du répertoire des Pages Jaunes dans la rubrique « Diététistes professionnels ». Il y a seulement deux personnes inscrites dans cette rubrique pour cette région. Lorsque la Dt.P. a demandé à ses clients comment ils avaient appris l'existence de ses services, certains ont dit qu'ils avaient trouvé son nom dans les Pages Jaunes et l'avaient choisie plutôt que l'autre parce qu'elle était plus près de chez eux. La membre a conclu que d'autres clients potentiels ont sans doute choisi les services de la nutritionniste classée à tort comme diététiste en croyant qu'ils faisaient affaire avec une diététiste professionnelle qualifiée.

L'Ordre a écrit à la nutritionniste pour lui demander de faire supprimer son inscription aux Pages Jaunes à titre de Dt.P. Cette personne a répondu et fera supprimer son inscription sur les versions imprimée et en ligne de la prochaine édition des Pages Jaunes qui sera publiée à l'été 2007. L'Ordre assurera le suivi afin de vérifier que tel est le cas sinon il envisagera des poursuites judiciaires.

Centre sportif annonçant les services d'une Dt.P.

L'Ordre a reçu une plainte d'une Dt.P. concernant un centre sportif qui disait offrir sur place les services d'un diététiste alors qu'en fait, cette personne n'était pas diététiste. Une photo du tableau annonçant les services d'un Dt.P. accompagnait la plainte. Une enquête de l'Ordre a en effet révélé que cette personne se disait diététiste mais ne possédait pas les qualifications voulues. Nous lui avons envoyé une lettre ainsi qu'aux propriétaires du centre en leur demandant de ne pas annoncer les services d'un diététiste à moins qu'ils n'engagent un Dt.P. pour travailler sur place. Résultat, l'annonce a été supprimée et cette personne a cessé de se dire diététiste.

QUELLE AIDE POUVEZ-VOUS APPORTER?

- Nous pensons que le *Groupe Pages Jaunes* pourrait réagir plus rapidement aux lettres reçues de leurs clients. Nous exhortons les Dt.P. à envoyer une lettre à la société et à leur représentant local des *Pages Jaunes* pour dire que des personnes qui ne sont pas Dt.P. figurent dans les rubriques « Diététistes » et « Diététistes professionnels », titres réservés aux diététistes professionnels de l'Ontario.
- L'inscription de base dans le répertoire des *Pages Jaunes* est gratuite et se trouve dans les versions imprimée et en ligne. Si vous travaillez dans un cabinet privé, l'Ordre vous recommande de vérifier que votre nom figure dans la rubrique « Diététistes ». Nous vous suggérons également d'utiliser votre désignation Dt.P. Notre but est de faire respecter et reconnaître le titre de Dt.P. en Ontario dans les répertoires comme celui des *Pages Jaunes*.
- En tant qu'organe de réglementation, l'Ordre doit veiller à ce que seuls les membres de l'Ordre des diététistes de l'Ontario utilisent la désignation « diététiste ». Il serait très difficile de le faire sans votre aide. Nous vous serions reconnaissants de nous avertir lorsque vous pensez que quelqu'un de votre quartier utilise à tort cette désignation.

Veillez communiquer avec :

Monique Poirier MA

Coordonnatrice à la direction générale et des services de communication — poirierm@cdo.on.ca